

DEPARTEMENT DU NORD  
ARRONDISSEMENT D'AVESNES  
**VILLE DE MAUBEUGE**

**SEANCE DU 22 NOVEMBRE 2016 : DELIBERATION N° 157**

**Affaires Juridiques & Gestion des Assemblées**

Affaire suivie par **Claudine LATOUCHE**

☎:03.27.53.75.32

Réf. : **CL / JR / I TOUBEAUX**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Date de la convocation : 15 NOVEMBRE 2016**

**L'an deux mille SEIZE, le VINGT DEUX NOVEMBRE à 18 h 30**

**Le Conseil Municipal de MAUBEUGE s'est réuni à la Mairie, sur la convocation et sous la présidence de : Monsieur Arnaud DECAGNY, Maire de MAUBEUGE**

**Nombre de conseillers en exercice : 39**

**PRESENTS : A. DECAGNY - J.-P.COULON - N. LEBLANC - M.-C.MORETTI - M.-C.LALY - N.GOMES - B.MORIAME - M.DANNEELS - M.GRAS - C.DEROO - N.REFFAS - Y. ZUMSTEIN - C.DEMUYNCK - F. JOURDAIN - J.PAQUE - J.MICHAUX - G.CAMBRELENG - P.MATAGNE - C.DEMOUSTIER - P.NESEN - A.PIEGAY - R.PILATO - A.NEZZARI - S.SERHANI - D.DEJARDIN - S.LOCOCIOLO - S.CORDIER - F.LEFEBVRE - N.TAJDIRT - F. TRINCARETTO - J.-Y.HERBEUVAL - M.-P.ROPITAL - F. FEKIH - C.DI POMPEO - S.ZATAR - N.MONTFORT - X.DUBOIS - M.GABET - L.-A.DE BEJARRY**

**EXCUSE(S) AYANT DONNE POUVOIR :**

**Nathalie GOMES (à Jean-Pierre COULON à partir de la question n° 12)**

**Christian DEMUYNCK (à Nicolas LEBLANC)**

**Jocelyne MICHAUX (à Marie-Charles LALY)**

**Pascaline MATAGNE à Stéphanie LOCOCCIOLO**

**Corine DEMOUSTIER (à Arnaud DECAGNY)**

**Robert PILATO (à Samia SERHANI)**

**Frédéric LEFEBVRE (à Jeanine PAQUE)**

**Francis TRINCARETTO (à Christophe DI POMPEO)**

**Marie-Pierre ROPITAL (à Nathalie MONTFORT)**

**EXCUSE(E)S :**

**Jean-Yves HERBEUVAL - Xavier DUBOIS**

**ABSENT(E)S :**

**Bernadette MORIAME (arrivée à la question n° 9)**

**Abdelhakim NEZZARI - Naëlle TAJDIRT**

**Maryse GABET - Louis-Armand DE BEJARRY**

**SECRETAIRE DE SEANCE : Nicolas LEBLANC**

**OBJET N° 9 bis : Approbation du rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T) de la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val-de-Sambre relatif à la compétence Plan Local d'Urbanisme intercommunal (P.L.U.i)**

Vu la loi n°2004-809 en date du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, modifiant les règles d'évaluation des transferts de charges,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové, dite loi A.L.U.R.,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles :

- L.5211-4-1, relatif au transfert de compétences à un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (E.P.C.I.),
- L.5211-5 II relatif à la règle de l'accord des Conseils Municipaux à la majorité qualifiée pour créer un EPCI, applicable pour l'approbation du rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.),
- L.5211-41-3 relatif à la fusion d'E.P.C.I. et ses conséquences,
- L.5216-5 relatif aux compétences des Communautés d'Agglomération,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.123-1 et suivants, L.300-2, R.123-1 et suivants,

Vu le Code Général des Impôts notamment l'article 1609 nonies C IV, traitant de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées,

Vu l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme,

Vu le décret n° 2013-142 du 14 février 2013 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 précitée,

Vu la circulaire NOR/INT/B/05/00105/C en date du 23 novembre 2005, précisant notamment les modalités d'évaluation des charges transférées à un E.P.C.I.,

Vu les arrêtés préfectoraux des 30 mai et 19 décembre 2013 portant création de la nouvelle CAMVS.

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Maubeuge en date du 8 décembre 2014 autorisant la procédure de finalisation du PLU dans le cadre de la compétence de plein droit de la CAMVS,

Vu la délibération n°232 en date du 30 mars 2015 du Conseil Municipal émettant un avis favorable au projet du P.L.U. de la Ville de Maubeuge,

Vu la délibération n° du 17 décembre 2015 du Conseil Communautaire de la C.A.M.V.S. relative à l'harmonisation de la compétence P.L.U.i sur l'ensemble de son territoire,

Vu la délibération n°53 en date du 21 mars 2016 du Conseil Municipal émettant un avis favorable au projet de P.L.U.,

Vu le Rapport d'évaluation adopté par la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T) de la C.A.M.V.S le 1<sup>er</sup> juillet 2016,

Considérant que la C.L.E.C.T a pour mission de procéder, dans le cadre d'un transfert de compétences, à l'évaluation du montant :

- total des charges et recettes transférées à l'E.P.C.I.,
- de l'attribution de compensation afférente,

Qu'il en résulte un rapport soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Qu'en date du 14 janvier 2016, la C.L.E.C.T de la C.A.M.V.S s'est réunie, dans le cadre du transfert de compétences P.L.U.i afin d'évaluer le montant des charges liées au transfert au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de la compétence.

Considérant que la C.L.E.C.T a décidé de s'écarter des dispositions établies à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts traitant notamment des conditions financières liées au transfert de compétences, aux motifs suivants :

- certaines communes, sous le régime du R.N.U., n'ont jamais supporté de charges, au titre de l'élaboration des documents d'urbanisme,
- d'autres ont élaboré leur document d'urbanisme avant la période de référence de 10 ans, elles n'ont plus supporté de charges depuis 2006,
- La disproportion entre le coût supporté par les communes au titre de l'élaboration de leur P.L.U. et le coût que la C.A.M.V.S. devra assumer pour la révision des P.L.U. et l'élaboration d'un P.L.U.i.

Qu'en lieu et place, la C.L.E.C.T. a proposé une répartition du coût d'élaboration du P.L.U.i comme suit :

- Coût d'élaboration du P.L.U.i : 350 000€ amortissables sur 4 ans,
- Un seul critère : le nombre d'habitants sur le territoire de la C.A.M.V.S.

Que la modalité de calcul retenue est la 4<sup>ème</sup> proportionnelle :

- $350\ 000\text{€}/4\text{ans} = 87\ 500\text{€}$ ,
- Total de la population du territoire de la C.A.M.V.S. : 127 785 habitants
- Population de la Ville de Maubeuge : 30 950 habitants

soit une part à charge pour la Ville de Maubeuge de 21 193€ annuels, à déduire de l'attribution de compensation, lui revenant, d'un montant de 7 088 509€.

Que, par voie de conséquence, cette modalité de calcul défavorable à la Ville sur le plan financier, a justifié le vote contre du représentant de la Ville de Maubeuge lors de la C.L.E.C.T. et appelle aujourd'hui à une désapprobation du présent rapport par le Conseil Municipal.

**Par ces motifs, il est proposé au Conseil Municipal de :**

- Constaté que la modalité de calcul dérogatoire au droit commun est défavorable à la Ville de Maubeuge,
- désapprouver le rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T) du 1er juillet 2016 ci-annexé.

**Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,**

**Après en avoir délibéré,**

**Le Conseil Municipal,**

**A l'unanimité,**

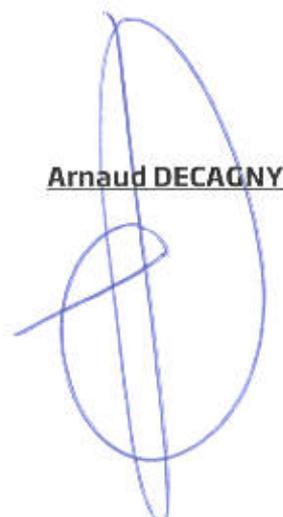
- **Constate** que la modalité de calcul dérogatoire au droit commun est défavorable à la Ville de Maubeuge,
- **DESAPPROUVE** le rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T) du 1er juillet de la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val-de-Sambre relatif à la compétence Plan Local d'Urbanisme intercommunal (P.L.U.i) 2016 ci-annexé.

**Fait en séance les jour, mois et an que dessus**

**Pour extrait conforme,**

**Conformément aux dispositions des articles L.2131-1 et L 2131-2 du CGCT, cette délibération ne sera exécutoire qu'à compter de sa publication et sa transmission en Sous-Préfecture.**

**Le Maire de Maubeuge,**

  
**Arnaud DECAGNY**





***Communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre***  
***Rapport de CLECT du 1<sup>er</sup> juillet 2016***  
***- compétence PLU -***

La fusion intervenue au 1<sup>er</sup> janvier 2014 entre l'Agglomération Maubeuge Val de Sambre (AMVS) et les 3 communautés de communes Nord Maubeuge (CCNM), Sambre Avesnois (CCSA) et Frontalière Nord Est Avesnois (CCFNEA), a entraîné une harmonisation des compétences sur l'ensemble du territoire de la communauté, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales.

La communauté issue de la fusion (la CAMVS) a décidé d'harmoniser sur l'ensemble de son territoire la compétence PLU intercommunal, par délibération du 17 décembre 2015.

Conformément aux dispositions du IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) a été réunie :

- le 14 janvier 2016 pour examiner un premier bilan de l'évaluation des charges suite aux déclarations effectuées par les communes fin 2015 ;
- le 11 mars pour statuer sur une répartition des charges du PLUi entre les communes.

Le rapport de la CLECT constitue un document préparatoire. Pour la fixation des attributions de compensation, le conseil communautaire ne peut statuer que sur la base d'évaluations expresses figurant dans le rapport de la CLECT qui lui est soumis. En effet, le conseil communautaire doit procéder à la révision libre des attributions de compensation « en tenant compte du rapport de la CLECT ».

\*\*\*

• La loi prévoit que les charges liées au PLU sont évaluées d'après les dispositions du IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts : « *les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert. Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission. (...) Le coût des dépenses transférées est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges.* »

• Réunie le 14 janvier 2016, la CLECT a décidé de s'écarter de ces dispositions de droit commun prévues par la loi. En effet, retenir une moyenne des dépenses réalisées par les communes sur

les 10 dernières années se heurte à plusieurs obstacles (une moyenne des dépenses sur 10 ans correspond à la durée d'amortissement prévue par la M14 au titre des documents d'urbanisme) :

- certaines communes sont sous le régime du règlement national d'urbanisme (RNU) et n'ont jamais supporté de charges au titre de cette compétence, et d'autres ont élaboré leur document d'urbanisme avant la période de référence de 10 ans et n'ont plus supporté de charges à ce titre depuis 2006,
- mais surtout, le coût supporté par les communes au titre de l'élaboration de leur PLU semble disproportionné par rapport au coût que la CAMVS devra assumer pour la révision des PLU et l'élaboration d'un PLU intercommunal.

Aussi la CLECT a-t-elle décidé de répartir entre les communes le coût de l'élaboration d'un PLUi en tenant compte :

- d'un coût d'élaboration du PLUi de 350.000 € (qui, selon le service urbanisme de la CAMVS, correspond à la fourchette basse du prix), amortissable sur 4 ans (soit 87.500 € chaque année),
- d'un seul critère : la population INSEE 2016.

=> Cette méthode d'évaluation des charges s'écartant des dispositions de droit commun prévues par la loi, le montant des attributions de compensation qui en découlera devra être approuvé par délibérations concordantes du conseil communautaire (à la majorité des 2/3) et de l'unanimité des conseils municipaux des 42 communes (à la majorité simple).

			Pop INSEE 2016	Répartition
59021	CAMVS	ASSEVENT	1 878	1 286 €
59033	CAMVS	AULNOYE-AYMERIES	9 030	6 183 €
59041	CAMVS	BACHANT	2 400	1 643 €
59104	CAMVS	BOUSSOIS	3 254	2 228 €
59142	CAMVS	CERFONTAINE	646	442 €
59151	CAMVS	COLLERET	1 702	1 165 €
59190	CAMVS	ELESMES	976	668 €
59225	CAMVS	FEIGNIES	7 197	4 928 €
59230	CAMVS	FERRIERE-LA-GRANDE	5 456	3 736 €
59231	CAMVS	FERRIERE-LA-PETITE	1 078	738 €
59324	CAMVS	JEUMONT	10 026	6 865 €
59344	CAMVS	LEVAL	2 447	1 676 €
59365	CAMVS	LOUVROIL	6 635	4 543 €
59385	CAMVS	MARPENT	2 765	1 893 €
59392	CAMVS	MAUBEUGE	30 950	21 193 €
59406	CAMVS	MONCEAU-SAINT-WAAST	513	351 €
59424	CAMVS	NEUF-MESNIL	1 321	905 €
59442	CAMVS	OBRECHIES	270	185 €
59467	CAMVS	PONT-SUR-SAMBRE	2 549	1 745 €
59483	CAMVS	QUIEVELON	143	98 €
59495	CAMVS	RECQUIGNIES	2 407	1 648 €
59514	CAMVS	ROUSIES	4 242	2 905 €
59617	CAMVS	VIEUX-MESNIL	614	420 €
59003	CCFNEA	AIBES	384	263 €
59101	CCFNEA	BOUSIGNIES-SUR-ROC	429	294 €
59157	CCFNEA	COUSOLRE	2 382	1 631 €
59072	CCNM	BERSILLIES	262	179 €
59076	CCNM	BETTIGNIES	300	205 €
59264	CCNM	GOGNIES-CHAUSSEE	789	540 €
59370	CCNM	MAIRIEUX	792	542 €
59618	CCNM	VIEUX-RENG	886	607 €
59627	CCNM	VILLERS-SIRE-NICOLE	1 004	687 €
59058	CCSA	BEAUFORT	984	674 €
59068	CCSA	BERLAIMONT	3 155	2 160 €
59103	CCSA	BOUSSIERES-SUR-SAMBRE	536	367 €
59187	CCSA	ECLAIBES	298	204 €
59188	CCSA	ECUELIN	135	92 €
59291	CCSA	HAUTMONT	14 388	9 852 €
59351	CCSA	LIMONT-FONTAINE	580	397 €
59542	CCSA	SAINT-REMY-CHAUSSEE	531	364 €
59543	CCSA	SAINT-REMY-DU-NORD	1 172	803 €
59556	CCSA	SASSEGNIES	279	191 €
		<b>TOTAL</b>	<b>127 785</b>	<b>87 500 €</b>

**Annexe : Tableau des attributions de compensation (AC)**

en €	AC 2015	Ajustements	Voirie	SDIS	Piscine	Intervenants sportifs	AC 2016	PLUI	AC 2016 définitives
ASSEVENT	1 032 915						1 032 915	-1 286	1 031 629
AULNOYE-AYMERIES	2 976 310						2 976 310	-6 183	2 970 127
BACHANT	87 810						87 810	-1 643	86 167
BOUSSOIS	852 970						852 970	-2 228	850 742
CERFONTAINE	-30 157					4 853	-25 304	-442	-25 746
COLLERET	-99 506					9 707	-89 799	-1 165	-90 964
ELESMES	-50 324						-50 324	-668	-50 992
FEIGNIES	4 785 141						4 785 141	-4 928	4 780 213
FERRIERE LA GRANDE	185 247	32 095					217 342	-3 736	213 606
FERRIERE-LA-PETITE	-44 521					3 033	-41 488	-738	-42 226
JEUMONT	1 701 652						1 701 652	-6 865	1 694 787
LEVAL	-81 482						-81 482	-1 676	-83 158
LOUVROIL	2 637 686						2 637 686	-4 543	2 633 143
MARPENT	51 866						51 866	-1 893	49 973
MAUBEUGE	7 088 509						7 088 509	-21 193	7 067 316
MONCEAU-SAINT-WAAST	-28 176					6 067	-22 109	-351	-22 460
NEUF-MESNIL	-7 919					7 280	-639	-905	-1 544
OBRECHIES	-5 937					7 280	1 343	-185	1 158
PONT-SUR-SAMBRE	154 956	7 447					162 403	-1 745	160 658
QUIEVELON	4 998						4 998	-98	4 900
RECQUIGNIES	314 938						314 938	-1 648	313 290
ROUSIES	13 155						13 155	-2 905	10 250
VIEUX-MESNIL	-38 526					7 280	-31 246	-420	-31 666
AIBES	38 035		-7 585	-10 209			20 241	-263	19 978
BOUSIGNIES-SUR-ROC	38 040		-8 708	-12 085			17 247	-294	16 953
COUSOLRE	268 083		-71 408	-62 751			133 924	-1 631	132 293
BERSILLIES	-5 282		-3 059	-7 242			-15 583	-179	-15 763
BETTIGNIES	22 528		-6 024	-8 062			8 442	-205	8 237
GOGNIES-CHAUSSEE	-5 111		-9 869	-21 572			-36 552	-540	-37 093
MAIRIEUX	15 910		-15 072	-22 151			-21 313	-542	-21 855
VIEUX-RENG	-20 985		-14 148	-23 545			-58 677	-607	-59 284
VILLERS-SIRE-NICOLE	-5 102		-7 504	-12 936			-25 542	-687	-26 230
BEAUFORT	17 599		-24 865			5 850	-1 416	-674	-2 090
BERLAIMONT	656 734		-89 134				567 600	-2 160	565 440
BOUSSIERES-SUR-SAMBRE	4 349		-11 365				-7 016	-367	-7 383
ECLAIBES	2 612		-4 368			2 927	1 171	-204	967
ECUELIN	4 627		-9 550				-4 923	-92	-5 015
HAUTMONT	1 645 528		-359 957		-257 315		1 028 257	-9 852	1 018 405
LIMONT-FONTAINE	31 689		-21 321			4 392	14 760	-397	14 363
SAINT-REMY-CHAUSSEE	14 588		-14 931			5 123	4 780	-364	4 416
SAINT-REMY-DU-NORD	114 225		-26 906			21 208	108 527	-803	107 724
SASSEGNIES	0		-1 273				-1 273	-191	-1 464